

Bac général et technologique 2021 : le Ministre est responsable du chaos imposé aux personnels et aux lycéens

Communiqué intersyndical CGT Educ'action, FNEC FP-FO, SNES-FSU Académie de Versailles

16 juin 2021

Demain, 17 juin, les élèves de Terminale passeront les épreuves de Philosophie et de Français dans des conditions considérablement dégradées.

Les décisions du ministre renforcent le caractère profondément inégalitaire de sa réforme du baccalauréat et du lycée. Une réforme rejetée par les personnels et combattue par des mobilisations lycéennes, à nouveau début mai.

Dans notre académie, les personnels – déjà épuisés – sont confrontés à des convocations qui leur parviennent quelques jours, voire quelques heures avant les épreuves dont ils sont jury et/ou qu'ils sont tenus de corriger. L'épreuve terminale de philosophie est vidée de sa substance, par la mise en concurrence avec la note obtenue au titre du contrôle continu. Quant à l'épreuve de français, les conditions de correction sont extrêmement variables à l'échelle nationale.

Rien d'étonnant à cela, quand on sait que les réformes Blanquer détruisent le baccalauréat national. Raison pour laquelle nos organisations ont exprimé à plusieurs reprises leur exigence de rétablissement du baccalauréat national et de ses épreuves nationales, terminales, ponctuelles, anonymes. C'est la seule garantie de l'égalité de traitement des candidats. Nos organisations syndicales exigent aussi l'abandon du Grand Oral.

Le ministre s'obstine à mépriser les personnels en ne répondant pas aux revendications. Pire, avec son Grenelle, il entend poursuivre la casse des statuts.

Les personnels sont en colère. Ils ont été placés, comme les élèves, dans des conditions intenable cette année, et ce alors que nos organisations syndicales avec la FCPE – n'ont eu de cesse d'exiger un recrutement massif et urgent de personnels pour alléger les effectifs par classe ! Au lieu de cela, le ministre décide de maintenir toutes les suppressions de postes dans le second degré : c'est bien lui qui porte l'entière responsabilité de la rupture d'égalité entre les candidats du baccalauréat.

Avec la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, il maintient le tri social *Parcoursup* considérablement renforcé cette année compte-tenu des inégalités de préparation des élèves aux examens. A l'heure actuelle ce sont encore des dizaines de milliers de lycéens qui n'ont aucune affectation dans l'enseignement supérieur à la rentrée prochaine, c'est inacceptable. Le ministre doit rétablir le droit pour tout bachelier d'accéder à la filière universitaire et à l'université de son choix.

C'est pourquoi nos organisations syndicales soutiennent les personnels qui, dans les assemblées générales, décident la grève et des initiatives en direction du ministre.

Elles soutiennent et seront présentes le jeudi 17 juin à partir de 14h, M° Rue du Bac (rassemblement francilien, à proximité du ministère de l'Education Nationale) aux côtés de l'ensemble des personnels qui refusent le bac Blanquer.

Le 17 juin, après le 17 juin, elles appellent tous les personnels à se réunir, pour réaffirmer les revendications et décider de toutes les initiatives en direction du ministre pour qu'il y réponde.

